

Commune de Cassis (13)

Sécurisation et mise en valeur d'un cheminement piéton entre le stationnement presqu'île et le fond de la calanque de Port-Miou



DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Lot 1 - Nettoyages, désamiantage et démolitions
Janvier 2024

ALEP-Paysagistes
« La Glaneuse »
Avenue Ph. De girard
84160 Cadenet
04 90 68 88 84
contact@alep-paysage.com

SOMMAIRE

1. DESCRIPTION, CONSISTANCE DES TRAVAUX, PRESCRIPTIONS GENERALES	3
1.1 OBJET - DESCRIPTION DES TRAVAUX	3
1.2 INTERVENANTS	3
1.3 DECOMPOSITION EN LOTS	3
1.4 ETENDUE DES PRESTATIONS	3
1.5 QUANTITES D'OUVRAGES EXECUTES - DPGF	4
1.6 DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX	4
1.7 LISTE DES DOCUMENTS TECHNIQUES	4
1.8 ETAT DES LIEUX – VISITE DE SITE	4
1.9 ETAT DES LIEUX – CONDITIONS D'ACCES	4
1.10 ETUDES ET VERIFICATIONS PREALABLES (PREPARATION DE CHANTIER)	4
1.11 INSTALLATIONS DE CHANTIER	5
1.12 SIGNALISATION ET SÉCURITÉ DU CHANTIER – MAINTIEN DES ACCES ET CIRCULATIONS	5
1.13 PROTECTION DES OUVRAGES ET RÉSEAUX EXISTANTS	5
1.14 NETTOYAGE – ÉVACUATION – DECHETS DE CHANTIER – REMISE EN ETAT DES LIEUX	6
1.15 PIQUETAGE DES OUVRAGES	6
1.16 CONTROLE ET ESSAIS	6
1.17 CONFORMITE DES TRAVAUX	6
1.18 PLANNING ET DELAIS	6
1.19 PRESENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER	6
2. GENERALITES	6
2.1 NORMES - RÈGLEMENTS & DOCUMENTS	6
2.2 TRAVAUX NON TRADITIONNELS	8
2.3 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES TCE	8
2.4 SPECIFICATIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE DEMOLITION	9
2.5 PRESCRIPTIONS LIEES AU DESAMANTAGE	10
3. MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX	12
3.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX	12
3.2 PROTECTION	12
3.3 ETAIEMENTS - ETRESILLONNEMENTS - ETC.	13
3.4 SORTIE ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX DE DEMOLITION ET GRAVOIS	13
3.5 DEPOSE ET EVACUATION DE CONTENTIONS ET PETITS ELEMENTS DIVERS	13
3.6 DEMOLITIONS ET NETTOYAGE SENTIER BAS ET ANCIENNE CARRIERE	13
3.7 SCIAGE ET DECROUTAGE D'ENROBE	14
3.8 DESAMANTAGE DES BATIMENTS	14

1. DESCRIPTION, CONSISTANCE DES TRAVAUX, PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 OBJET - DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le Conservatoire du littoral est propriétaire du site de Port-Miou/la Fontasse, espace naturel protégé partagé entre les communes de Cassis et Marseille (département des Bouches-du-Rhône). Ce site, acquis à partir de la fin des années 70, a intégré depuis 2012 le Parc National des Calanques.

La Calanque de Port-Miou constitue une porte d'entrée majeure du Parc National des Calanques.

Le site de la presqu'île est quant à lui le point d'arrivée principal des visiteurs et des usagers, avec une fréquentation estivale très importante et qu'il convient de mieux maîtriser.

La question de la connexion piétonne entre la presqu'île et le fond de Calanque est primordiale pour assurer la sécurité des usagers et protéger le site d'une surfréquentation non maîtrisée.

Le présent projet concerne une opération de travaux afin de requalifier et de sécuriser un cheminement piéton et ses espaces associés entre le stationnement de la presqu'île et l'accès piéton au fond de la calanque de port miou (débouché : avenue des Calanques).

Les interventions se veulent minimalistes. Il s'agit de :

- Sécuriser et informer les usagers en offrant une continuité piétonne confortable et sécurisée entre le stationnement presqu'île et le débouché de l'actuel sentier sur l'avenue des Calanques.

Pour cela le projet prévoit la création d'un accès dans l'ancien front de taille de la carrière afin de connecter le sentier haut et le sentier bas, en offrant aux piétons une section dédiée en belvédère, dans l'emprise de l'ancienne carrière

- Nettoyer et réhabiliter le sentier existant et ses abords notamment en partie basse dans l'emprise de l'ancienne carrière (nettoyage, désamiantage, démolitions)

- Cicatriser et renaturer les espaces ouverts et dégradés des anciens carreaux de la carrière et espaces associés.

Le projet s'inscrit dans un contexte plus global d'aménagement et de sécurisation des sentiers menés sur le territoire du PNC, notamment dans le cadre du programme Life habitats Calanques.

Ce projet est inscrit dans le schéma d'accès du Parc national. Il est situé dans le site classé « Massif des calanques », dans le site Natura 2000 « Calanques et îles marseillaises- Cap Canaille et massif du Grand Caunet», mais il n'est pas en coeur de Parc national.

1.2 INTERVENANTS

MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Conservatoire du littoral – Délégation PACA

3 Rue Marcel Arnaud,

13100 AIX-EN-PROVENCE

Tel. 04 42 91 64 10

paca@conservatoire-du-littoral.fr

ASSISTANT MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO)

ALEP – paysagistes

La Glaneuse – avenue Philippe de Girard

84 160 CADENET

Tel. 04 90 68 88 84 / Fax : 04 90 68 88 85

contact@alep-paysage.com

1.3 DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent DCE comprend 2 lots :

Lot 1 : Nettoyages, désamiantage et démolitions

Lot 2 : Aménagements paysagers et maçonneries pierres.

1.4 ETENDUE DES PRESTATIONS

L'exécution des travaux comprendra sans que cette liste soit limitative, pour l'ensemble du marché :

a) la mise en œuvre,

b) le montage de tous les matériaux ou matériels à tout usage,

c) l'exécution par tous les moyens,

d) le nettoyage du chantier, des abords et des ouvrages,

e) les cheminements provisoires et protections diverses pour le public,

f) d'une façon générale et dans les limites fixées par les prestations, tous les prix devront comporter, sans aucune réserve, l'exécution ainsi que la fourniture de tous les travaux accessoires nécessaires à assurer un parfait fonctionnement des installations, une exécution soignée et un parfait achèvement des travaux demandés

g) toutes les mesures liées à la sécurité, à la prévention et à la protection des milieux,

1.5 QUANTITES D'OUVRAGES EXECUTES - DPGF

Le marché étant à prix forfaitaire, il est rappelé que les quantités portées sur le devis sont indicatives et que l'entreprise est tenue de vérifier les quantités marché avant de proposer son offre.

L'entreprise soumissionnaire aura à sa charge l'établissement de la décomposition du prix global forfaitaire pour remise de l'offre en utilisant le cadre de décomposition du prix global forfaitaire joint au dossier de consultation. Ce cadre (non contractuel) est donné pour simplifier le travail de l'entreprise, qui fera son affaire de l'établissement des quantités. En aucun cas, l'entreprise ne pourra demander une modification de son forfait sous prétexte que les indications figurant dans le présent cadre seraient erronées. Les cadres fournis aux entreprises ne sont pas limitatifs, ils peuvent être complétés en fonction des besoins de chaque entreprise, de façon à inclure tous les travaux nécessaires au projet.

1.6 DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

Le présent lot comprendra la réalisation des travaux suivants :

- Nettoyages
- Travaux de désamiantage
- Travaux de démolitions

1.7 LISTE DES DOCUMENTS TECHNIQUES

- Plan état des lieux
- Plan des travaux préparatoires
- Plan Masse
- Carnet de détail

1.8 ETAT DES LIEUX – VISITE DE SITE

16/09/2025 à 10h00

Une visite de site est obligatoire. Elle aura lieu le ~~12/09/2025 à 9h00~~ en présence de la MOA et de l'AMO (voir RC).

L'entreprise est également invitée à prendre connaissance du site avant cette date, avoir reconnu les lieux d'exécution, en avoir apprécié les difficultés d'accès, de stockage, de distribution, d'évacuation des gravats, et d'exécution des travaux, ainsi que de desserte pour les raccordements de chantier. Elle devra prendre contact avec les services publics (EDF, Eau, etc....), pour assurer lesdits raccordements.

Les Entreprises soumissionnaires s'étant impérativement rendues sur place afin d'évaluer les travaux à réaliser dans le présent projet, et après avoir procédé aux études techniques nécessaires, et complété les documents par leurs connaissances personnelles, les entreprises adjudicataires ne pourront prétendre à aucune majoration de prix pour des travaux complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en cours d'exécution.

Avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur est tenu de faire la déclaration d'intention de travaux auprès des concessionnaires et de se faire préciser par le Maître d'ouvrage et les responsables des services concernés, le tracé des réseaux souterrains et d'en effectuer contradictoirement, à ses frais, le piquetage.

1.9 ETAT DES LIEUX – CONDITIONS D'ACCES

Avant de remettre son offre, l'entreprise devra avoir pris connaissance des conditions d'accès au site, notamment pour ce qui concerne les travaux en partie basse du site (ancien carreau de la carrière), qui ne possède pas d'accès direct pour les engins de chantier. Ses prix devront tenir compte de cette contrainte en intégrant toutes les dispositions nécessaires à mettre en œuvre pour assurer les amenées, stockage, mises en œuvre, et évacuations.

En aucun cas, l'entreprise ne pourra demander une modification de son forfait sous prétexte que les conditions d'accès ne lui permettent pas de réaliser les prestations marché telles que prévues dans son offre.

Le plan d'installation de chantier devra permettre d'apprécier ces dispositions et l'organisation générale du chantier.

1.10 ETUDES ET VERIFICATIONS PREALABLES (PREPARATION DE CHANTIER)

L'entrepreneur est tenu de soumettre à l'approbation de l'AMO les plans d'exécution des ouvrages objet de son marché avant tout commencement de travaux.

Pour ce faire il remet notes de calculs, notes explicatives et descriptives du matériel ainsi que les plans nécessaires à la compréhension des dispositions d'exécution.

L'AMO dispose d'un délai de sept jours pour faire connaître son accord ou ses remarques. L'absence de réponse passée ce délai équivaut à un accord.

Enfin, toutes les fournitures et matériaux devront être conformes aux normes françaises (désignation et qualité) en vigueur.

Les entreprises s'étant rendues compte des travaux à exécuter, de leur importance au sein de l'ensemble à réaliser, des difficultés pouvant découler de l'ouverture du chantier et de l'exécution des travaux, ne pourront prétendre à aucun recours, ni à aucune indemnisation, ni supplément.

Les entreprises seront tenues de vérifier toutes les côtes des ouvrages qu'elles devront exécuter. Elles seront responsables des erreurs ou omissions qu'elles n'auront pas signalées à l'AMO.

Elles ne pourront modifier ou annuler de leur propre chef une ou plusieurs parties de l'ensemble à édifier sans consulter au préalable l'AMO. Elles devront lui demander tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui leur paraîtrait

douteux ou imprécis, faute de quoi, elles seront tenues responsables des erreurs ou fautes qui pourraient survenir, ou des retards qu'elles pourraient apporter à la marche normale des travaux.

1.11 INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'entreprise est tenue de présenter à la MOA et à l'AMO, pendant la phase de préparation de chantier un Plan des Installations de Chantier (P.I.C) qui devra être validé avant tout commencement de travaux.

Toutes les dispositions nécessaires devront être prise pour réduire au maximum les nuisances, de toutes natures, en lien avec le caractère sensible du site et le contexte règlementaire (Parc National des Calanques, Site Classé, Natura 2000).

Le Parc sera amené à émettre des préconisations / recommandations seront émises pour porter le moins atteinte au site et éviter les dérangements.

L'Entreprise devra strictement se conformer à ces demandes.

Les installations de chantier devront tenir compte de la fréquentation du site, et assurer le maintien des accès, activités et des usages pendant la durée des travaux (accès riverains et ayants-droits stationnement ville de Cassis, accès sécurité/pompiers, agents du Parc, pistes DFCI, itinéraires de randonnées,)

L'entreprise titulaire du marché sera astreinte aux obligations suivantes, à inclure dans un compte interentreprises pour les consommations de chantier, et dans le poste "Installation de chantier" pour les frais fixes :

Dès de le démarrage des travaux :

- a) Le chantier et/ou les zones de travaux devront être fermés (barriérage permettant le maintien des accès...)
- b) La mise à disposition d'installations d'hygiène et de vie suivant réglementation définie par le Code du travail et à la responsabilité de l'employeur titulaire du marché.
- d) La publicité extérieure du chantier sera assurée par un panneau bien visible et de dimensions appropriées et sur lequel seront mentionnés :

- Le maître d'ouvrage,
- Le nom de l'opération,
- Le nom et les coordonnées des différents lots adjudicateurs.

L'ensemble est à soumettre à l'approbation de l'AMO et du Maître de l'ouvrage.

L'entreprise devra fournir, poser et entretenir le panneau de chantier.

Les installations de chantier sont repliées en fin de travaux et comprennent une remise en état soignée des lieux.

Pendant la durée des travaux :

- a) Signalisation du chantier et les accès sur la voie publique.
- b) Maintenance en parfait état de propreté du chantier, de ses abords et des voies publiques d'accès ; à charge de faire approuver une convention entre les autres corps d'état pour l'enlèvement des débris, gravois, et matériaux de démolition autres que les siens.
- c) Application de l'ensemble des règlements concernant la sécurité sur le chantier.
- d) Sujétions de clôtures, barrières et protections provisoires nécessaires, afin d'empêcher l'accès de tiers dans l'enceinte du chantier ; l'exécution de ces travaux sera soumise à l'approbation de l'AMO, du Maître de l'ouvrage

1.12 SIGNALISATION ET SÉCURITÉ DU CHANTIER – MAINTIEN DES ACCES ET CIRCULATIONS

L'entreprise prendra toutes mesures de sécurité et de signalisation nécessitées par ses travaux et fera siennes les autorisations diverses que peuvent nécessiter ses travaux, auprès des administrations ou services techniques.

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions et dispositions de sécurité pour éviter les accidents vis à vis des tiers et de son personnel. Durant toute la durée du chantier, l'entrepreneur doit prévoir la signalisation et la protection de ses ouvrages et de ses matériels.

Lors de ses travaux, l'entreprise veillera à ne pas porter préjudice aux bordures, circulations, façades et ouvrages divers existants.

Les accès au stationnement ville de Cassis et autres accès existants devront être maintenus pendant toute la durée des travaux.

1.13 PROTECTION DES OUVRAGES ET RÉSEAUX EXISTANTS

L'entrepreneur est tenu pour responsable de ses ouvrages et des ouvrages existant et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux ouvrages ou matériaux des autres entrepreneurs, aux réseaux en place et à la végétation existante conservée.

L'entreprise doit se procurer les plans de recollement des réseaux existants et projetés et réaliser les sondages nécessaires à la vérification du positionnement des dits réseaux.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier, elles sont réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance. Ces réparations ou remises en état, quoiqu'étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraînent pas d'augmentation de ce délai.

1.14 NETTOYAGE – ÉVACUATION – DECHETS DE CHANTIER – REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le chantier devra être tenu constamment en état de propreté.

L'Entreprise devra évacuer ses déchets au fur et à mesure, en déchetterie contrôlée sur un site autorisé. L'Entreprise devra, pour contrôle, fournir les justificatifs de mise en déchetterie contrôlée.

Exceptionnellement si certains déchets ne peuvent être évacués rapidement, l'entreprise devra, avant évacuation en déchetterie, les stocker dans une aire prédéfinie avec l'accord du Maître d'ouvrage et prendre les mesures nécessaires s'il existe un risque de pollution du fait de la nature des déchets (imperméabilisation de la zone de stockage, création de fossés de rétention autour de l'aire de stockage, nettoyage).

Chargement des bennes : les entreprises s'assureront qu'aucun élément du chargement ne peut tomber sur la voie publique et prévoiront, le cas échéant, un filet de contention.

Tout épandage aux abords du site est formellement prohibé.

L'attention de l'entreprise est particulièrement attirée sur l'obligation de restituer la zone mise à sa disposition, en particulier le réseau routier, en parfait état.

Toute dégradation de surfaces de roulement entraîne obligatoirement sa réfection selon les prescriptions du gestionnaire de ces voies et à la charge exclusive de l'entreprise.

A charge de celle-ci d'établir, avant travaux, un constat d'état des lieux des voies qu'elle emprunte si elle le juge utile.

1.15 PIQUETAGE DES OUVRAGES

Les implantations altimétriques et planimétriques des ouvrages, objet du marché, incombent à l'entreprise.

Toutes les implantations devront être réalisées avec du matériel adapté (Niveau et lunette optique de chantier, ou une station, piquets d'implantation, cordeaux, décamètre) conformément au plans marché et plans EXE.

Le prix de ces implantations est inclus dans le prix des prestations du marché. En cours de travaux, les niveaux portés sur le plan pourront être modifiés par l'AMO pour une meilleure adaptation à l'état des lieux.

1.16 CONTROLE ET ESSAIS

Les essais inhérents au contrôle de qualité et conformité d'exécution des travaux sont décidés par l'AMO. Sauf spécifications contraires, les essais sont réalisés par un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage et désigné par l'AMO sur la base de propositions de la part de l'entrepreneur. Le coût des essais est à charge du maître d'ouvrage sauf si ceux-ci présentent des résultats négatifs, auquel cas la charge en incombe à l'entrepreneur.

1.17 CONFORMITE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser devront être conformes au présent C.C.T.P. et plans annexés. Pour ceux qui ne seraient qu'imparfaitement décrits, ces travaux devront être conformes aux normes françaises en vigueur, qu'elles soient relatives aux fournitures, à la mise en œuvre, aux mesures de sécurité, ou à la réglementation du travail.

1.18 PLANNING ET DELAIS

Le délai de réalisation est porté sur l'acte d'engagement.

Une période d'un mois est allouée à la phase de préparation de chantier.

Sous 15 jours, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, l'Entreprise fournira un planning détaillé de chaque prestation, y compris les périodes prévisibles de plantation.

Outre le calendrier contractuel à fournir par l'entreprise, celle-ci établit, pour chacune des principales phases d'avancement des travaux, un planning prévisionnel particulier par tâche.

Ces documents sont à remettre à l'AMO dans les meilleurs délais et au plus tard 15 jours après la notification du marché.

A défaut l'AMO établit lui-même un planning qui est applicable sans appel.

1.19 PRESENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier auront lieu de façon hebdomadaire.

A toutes les réunions de chantier, sur convocation de l'AMO, l'Entrepreneur devra être présent ou se faire représenter.

Dans ce dernier cas, son représentant devra avoir délégation pour prendre toute responsabilité nécessitée par l'avancement des travaux : engagement sur les délais et planning d'exécution, établissement de prix nouveaux, etc...

L'Entreprise devra toujours être représentée par la même personne à ces réunions sauf cas de force majeure.

2. GENERALITES

2.1 NORMES - RÈGLEMENTS & DOCUMENTS

Les entreprises s'étant rendues compte des travaux décrits dans le présent C.C.T.P. et dans les plans joints, les ayant complétés par leurs connaissances personnelles, ne pourront prétendre à aucune majoration de prix pour les travaux complémentaires qui pourraient survenir en cours d'exécution, étant bien entendu que tous les matériaux, articles manufacturés, préfabriqués ou fabriqués, leurs liants ainsi que leur mise en œuvre, devront correspondre pour chaque lot aux normes les régissant et énoncées dans les fascicules techniques ci-après (liste non exhaustive) :

a) *Les avis CSTB et agréments de l'AFAC pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels*

- b) Le cahier des prescriptions techniques générales constitués notamment par les documents du R.E.E.F. 1958 et du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, édités à la date de signature du marché, et notamment :
- les cahiers des charges et règles de calcul des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.), applicables au projet à la date de signature du marché, et relatifs aux corps d'état intéressés, et D.T.U. ayant statuts de normes
 - l'ensemble des normes françaises et européennes en vigueur
 - les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
 - plus généralement, tous les cahiers techniques ou cahiers des clauses spéciales techniques
 - les règles de calcul des constructions en acier
 - les règles techniques de conception et de calcul des ouvrages en béton armé B.A.E.L. 91
 - les règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint B.P.E.L. 91
- c) Les décrets et arrêtés constituant "les règles de construction"
- d) Les règles générales de mise en œuvre dites "Règles de l'Art"
- e) Les Avis Techniques publiés par le C.S.T.B. et validés dans les listes de l'A.F.A.C.
- f) Les Documents et Recommandations publiés par les Syndicats d'Entrepreneurs ou d'Artisans
- g) Les notes techniques et modes de mise en œuvre édités par les fournisseurs et fabricants de matériels et matériaux constitutifs du projet
- h) La réglementation constituée par l'ensemble des lois et textes ministériels en vigueur
- i) règlement sanitaire départemental
- j) règlements préfectoraux et communaux
- k) règlements et normes locales des Services de Sécurité et des Ponts et Chaussées
- l) directives du LCPC/SETRA
- m) règlements et normes locales des services EDF, GDF, Compagnie des Eaux, Assainissement, Voirie, Télécommunications
- n) le code de la construction et de l'habitation
- o) le code du travail
- p) les règles d'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées et à mobilité réduite
- q) toutes les réglementations et règles professionnelles actuellement en vigueur
- r) la réglementation incendie
- s) ainsi que tous les décrets et arrêtés en vigueur à la date du marché et notamment (liste non exhaustive) :
- Code de la santé publique
 - Règlement sanitaire départemental
 - Code de l'habitation et de la construction
 - Code de l'urbanisme
 - Code rural
 - Plan d'occupation des sols
 - Les arrêtés municipaux
 - Le fascicule 70
 - Loi n° 62-904 du 4 Août 1962
 - Loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964
 - Décret n° 76-1069 du 5 Novembre 1976
 - Circulaire CG 1191 du 30 Juillet 1948
 - Circulaire n° 1.700 AD7 du 12 Décembre 1946
 - Circulaire n° 51-46 S du 10 Décembre 1951
 - Arrêté du 10 Septembre 1970
 - Décret du 14 Novembre 192 (UTE C 12 100)
 - Arrêté du 26 MAI 1978 (UTE C 11 001)
 - Norme NFC 11 200 (travaux d'électrification rurale)
 - Norme NFC 13 100
 - Norme NFC 13 200 (installations électriques HT)
 - Norme NFC 14 100 (branchements de 1ère catégorie)
 - Norme NFC 15 100 (installations électriques BT)
 - Norme NFC 33 100 (conducteurs d'énergie)
 - Norme NFC 33 209
 - Norme NFC 33 210
 - Normes U.T.E.
 - D.T.U. n° 61-1 et additifs
 - Code des P.T.T. (D.407, D 407-3, D.431)
 - Norme NFC 90-120
 - Norme UTE C90-130
 - Norme NFC 90-140
 - Norme UTE C 90-141
 - Cahier des Clauses techniques générales de T.D.F.
 - Loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 et ses Décrets d'application
 - Décret n° 94-469 du 3 Juin 1994.
 - Loi 75-633 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux

- Décret 96-1133 relatif à l'interdiction de l'amiante
- Loi 87-565 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs
- Décret 91-461 relatif à la prévention du risque sismique
- Loi 95-2-3 relative à l'eau
- Loi 92-1444 relative à la lutte contre le bruit.

Les documents précités bien que non joints au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent le caractère contractuel. Les entrepreneurs déclarent expressément en connaître tous les détails, et porter éventuellement à la connaissance de l'AMO et des Bureaux d'Etudes toutes les dispositions des plans, devis descriptifs et détails du marché en contradiction avec leurs dispositions.

La signature du marché implique l'obligation formelle imposée à l'entrepreneur :

- au stade de l'étude de l'offre
- au stade de la mise au point et de la préparation du marché
- au stade de l'exécution des travaux
- de respecter, outre les prescriptions du C.C.T.P., les normes, règlements, et documents précités.

Les prix comprennent toutes les fournitures, matériels, matériaux, main-d'œuvre, impôts, frais généraux, aléas, taxes, bénéfices et, d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des ouvrages, et de la prévention et sécurité liées à la réalisation de ses ouvrages.

Les prix comprennent les travaux relevant de la spécialité de l'entreprise qui déclare connaître parfaitement les conditions du marché tout corps d'état, tant en ce qui concerne ses propres travaux que ceux des autres entreprises. Il est débiteur de tous travaux relevant de sa spécialité, que ces travaux aient été prévus dans les pièces contractuelles ou aient été omis, mais que sa compétence personnelle lui devait de prendre en considération pour le respect des règles de l'Art. De ce fait, il ne pourra se prévaloir de ces omissions à l'égard du Maître de l'ouvrage ou envers une autre entreprise, pour en refuser l'exécution ou réclamer une majoration de son marché.

2.2 TRAVAUX NON TRADITIONNELS

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un Avis Technique favorable de la Commission Ministérielle dans la mesure où le dit Avis Technique a été validé dans les listes de l'A.F.A.C.

A défaut, les réalisateurs devront s'engager à fournir au Bureau de Contrôle toute justification technique lui permettant de formuler un avis.

Le fabricant du procédé non couvert normalement doit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité décennale comportant, en outre :

- la garantie des obligations auxquelles le poseur agréé par le fabricant peut être tenu dans les limites des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil pour les dommages matériels subis par la construction
- le maintien de cette garantie pour la durée de la responsabilité de l'entrepreneur traitant.

2.3 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES TCE

En particulier, les entreprises devront :

Avant leur remise d'offres

Eléments à prendre en compte

- Avoir pris une parfaite connaissance du terrain et des plans ainsi que de l'ensemble de pièces écrites du dossier d'appel d'offres et de tous les documents officiels auxquels ces pièces peuvent se référer
- Tenir compte de toutes les sujétions afférentes à la situation et à l'état du terrain (sondages, etc....) et de ses mitoyennetés
- Se rendre compte des difficultés d'accès au terrain, de circulation des engins, de véhicules, de stockage du matériel et des approvisionnements d'alimentation en eau, électricité, etc...., d'installation et d'exploitation du chantier, et en tenir compte dans leur proposition
- Prévoir les moyens (personnel, matériel) suffisants pour que l'exécution de leurs prestations entre dans le cadre des délais généraux impartis
- Prévoir l'exécution dans les règles de l'Art de tous les travaux de leur profession nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage et au parfait fonctionnement des installations

Pièces à fournir en début de marché ou en phase de préparation

- Remettre à l'AMO tous les renseignements exacts et nécessaires à l'établissement du planning général
- Faire le nécessaire auprès des fournisseurs pour obtenir en temps utile les documents indispensables aux études et à l'exécution
- Avant tout démarrage de travaux, chaque entreprise devra assister à une réunion d'inspection commune et remettre son PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)
- Fournir les Plan d'exécution. Tous les plans et documents divers soumis à l'approbation sont à fournir en deux exemplaires (dont 1 reproductible) à l'AMO
- L'entrepreneur titulaire du marché de chaque lot fournira à l'acceptation de l'AMO :
 - le calendrier d'exécution des travaux intéressant sa prestation. Ce calendrier devra respecter la durée des travaux prévue au marché.

En cours de travaux

Les entreprises titulaires du marché de chaque lot devront :

- a) informer l'AMO en temps utile de tout retard prévisible dans l'exécution de certaines de leurs activités par suite de défauts d'approvisionnement, retard dans l'intervention d'un autre corps d'état, engin ou matériel accidenté, manque d'informations techniques, de détails, de plans, etc...
- b) pouvoir présenter, à la demande de l'AMO, un certificat ou une facture de leur fournisseur garantissant que le choix des matériaux ou fournitures est bien conforme aux prescriptions du C.C.T.P.
- c) prendre toutes mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures, tant avant qu'après leur mise en œuvre, donc pouvoir répondre de leur état et de l'absence de défauts cachés
- d) assurer le contrôle des travaux. L'entrepreneur devra tenir en permanence, à la disposition de l'AMO, le personnel et le matériel lui permettant de contrôler, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, les différentes phases de réalisation des travaux. En cas d'erreur, ou d'exécution non conforme aux règles de l'art ou aux prescriptions du C.C.T.P. constatée lors d'un contrôle, l'Entrepreneur devra faire la preuve qu'il s'agit soit d'une anomalie et y remédier, soit reprendre l'ensemble des travaux non conformes et ce, quelque soit l'époque du constat et l'état d'avancement du chantier.
- e) être présent aux réunions de chantier, avec toujours le même intervenant décideur.

En fin de travaux

- Remettre à l'AMO, le dossier des pièces justificatives (certificat de mise en décharge, désamiantage...), en un exemplaire reproductible numérique et un exemplaire papier, l'ensemble aux frais de chaque entreprise concernée.

2.4 SPECIFICATIONS PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE DEMOLITION

2.4.1 Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables en matière de démolition.

Il devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

2.4.2 Conditions particulières aux travaux de démolition

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents. L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui seront notifiées.

Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité du voisinage.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

2.4.3 Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

2.4.4 Salissures du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

2.4.5 Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

2.4.6 Prescriptions d'exécution

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc..., ainsi que tous étalements, étré sillonnements, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

2.5 PRESCRIPTIONS LIEES AU DESAMANTAGE

2.5.1 Préambule :

Les bâtiments concernés ont fait l'objet d'un diagnostic amiante et plomb avant démolition. Celui-ci a révélé la présence d'amiante dans plusieurs bâtiments.

Le diagnostic, joint au marché, détaille avec précision l'état des lieux au regard de ce matériau ainsi que son état général. Le prestataire devra donc réaliser les travaux en concordance avec ce diagnostic.

L'entreprise devra être agréée amiante pour la dépose des matériaux amiantés, conformément à la législation en vigueur (preuve de l'agrément de l'entreprise exigé lors de la remise des offres).

Elle sera chargée de la préparation et de la sécurisation du chantier selon le protocole en vigueur pour les matériaux amiantés.

Tous les matériaux amiantés seront enlevés, évacués et mis en centre de stockage agréé selon la législation en vigueur (coût de transport inclus dans la présente prestation). L'entreprise retenue devra préciser la localisation du centre destiné à recevoir les déchets et devra fournir la preuve de son autorisation à exporter les déchets vers celui-ci.

En fin d'opération, l'entreprise devra fournir les bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA) au maître d'ouvrage.

2.5.2 Textes réglementaires de référence :

L'entrepreneur titulaire devra le respect de l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'amiante.

Il devra également le respect des prescriptions du Code du Travail.

La liste ci-après n'est qu'indicative :

- Arrêté du 02 Janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition
- Directive du Conseil 91/382/CEE du 25 avril 1991 modifiant la directive 83/477/CEE, texte sur la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail
- Directive du Conseil 87/217/CEE du 19 Mars 1987, texte concernant la prévention et la réduction de la pollution et de l'environnement par l'amiante
- Décret N°77/949 du 17 Août 1977 : texte définissant les mesures d'hygiène et les modalités de contrôle de l'empoussièrement par l'amiante
- Décret N°87/232 du 27 Mars 1987 : mesures particulières d'hygiène dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante modifiant le décret du 7 Août 1977 N° 77/949.
- Décret N°88/466 du 28 Août 1988 : textes relatifs aux produits contenant de l'amiante (étiquetage et conseils de sécurité)
- Décret N°94/645 du 28 Juillet 1994 modifiant le décret N°78/394 du 20 Mars 1978
- Décret N°92/834 du 06 Juillet 1992 modifiant le décret N°77/949 du 17 Août 1977
- Arrêté du 25 Août 1977 : contrôle de l'empoussièrement dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante. Organismes chargés des contrôles et méthodes de prélèvement. Numérotation des fibres d'amiante.
- Arrêté du 17 Octobre 1977 : Transport de l'amiante – consignes de sécurité
- Arrêté du 23 Octobre 1978 : contrôle de l'empoussièrement dans les établissements où le personnel est exposé à l'action de poussières d'amiante.
- Arrêté du 8 Mars 1979 : Instructions techniques que doivent respecter les Médecins du travail assurant la surveillance des salariés exposés à l'inhalation des poussières d'amiante.
- Circulaire DRT N°88/15 du 08 Août 1988 : mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante (échantillonnage de l'air et mode de calcul)
- NFX 06/023 de décembre 1984 : Application de la statistique – Sélection de plans d'échantillonnage par mesurage de la proportion de l'individu non conforme
- Mesure à prendre dans les travaux de démolition pour la prévention des risques dus à la présence de matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments (recommandations approuvées le 21 Mars 1995 par la CNAM-R371)
- Décret 96-98 du 7 Février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante
- Décret 96-97 du 7 Février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition de poussières d'amiante
- Arrêté du 14 Mai 1996 : règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante
- Arrêté du 28 Mai 1996 : Arrêté portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussière d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis.
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique

- Code du Travail articles L230-1, L230-2 Hygiène Sécurité et conditions de travail, L231-1 modifié en date du 06 Juillet 1992
- Décret N°92-634 du 6 Juillet 1992 relatif aux mesures particulières d'hygiène

Pour les prestations n'entrant pas dans le domaine d'application des documents ci-avant, et à défaut de documents techniques précisant les conditions, règles, prescriptions d'exécution, l'entrepreneur devra, dans la mesure du possible, traiter ces travaux par analogie avec les conditions, règles et prescriptions énoncées dans les documents visés au présent chapitre ou à défaut, suivant les conditions, règles et prescriptions énoncées par le fabricant.

2.5.3 Spécifications liées aux travaux d'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante

Dans le cadre de ce marché, il sera fait application de l'arrêté du 7 Mars 2008, relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de retrait de matériaux contenant de l'amiante.

Il est rappelé à l'entreprise qu'elle se doit :

- d'assurer une surveillance spéciale sur la base d'une heure par mois pour 10 salariés
- des examens médicaux : examen préalable comportant une radiographie pulmonaire et exploitation fonctionnelle respiratoire (examen spirométrique, mesure de la capacité vitale, mesure VEMS, calcul du coefficient VEMS/CV)
- des examens périodiques. Dossier médical pour chaque exposé avec inclus une fiche d'exposition
- de respecter le Code du Travail et conditions d'embauche :
 - travail à durée déterminée et temporaire – Interdiction (A08.10.1990 article 1er)
 - travail des jeunes de moins de 18 ans – Interdiction (D17.08.1978 article 1er – information des salariés)

Au terme de l'ensemble de la réglementation, et notamment de l'Article 4bis du décret N°92-634 du 6 juillet 1992 rappelé par le décret N°96-98 du 7 février 1996, un plan de retrait doit être établi pour être transmis à l'inspection du travail ainsi qu'aux services de prévention de la CRAM, après avis du CHSCT de l'entreprise.

Ce plan de retrait doit préciser sans ambiguïtés :

- les précautions
- les modes opératoires avant, pendant et après l'intervention selon le décret du 06 Juillet 1992.

Cette démarche aboutira à l'obtention des autorisations administratives nécessaires auprès des autorités compétentes dans un délai de 1 mois à compter de la notification du marché

L'entrepreneur fera diligence auprès des administrations afin d'assurer le démarrage des travaux dans le respect des délais impartis.

2.5.4 Travaux de dépose

Tous les travaux de dépose s'effectueront de manière à être non destructifs pour les matériaux amiantés :

- les plaques de fibrociment seront démontées par dévissage ou déclouage de leur support
- les isolations de conduites seront déposées en site confiné.

Tous les moyens de levage nécessaires seront mis à disposition par l'entrepreneur et à sa charge.

En cas de débris accidentels d'un élément, les débris seront pulvérisés d'un surfactant, notamment au niveau de leur tranche, afin d'abattre les fibres éventuellement libérables. Tous les débris et poussières seront soigneusement ramassés (aspiration THE ou chiffonnage humide) et conditionnés.

2.5.5 Gestion de déchets :

Il sera pris pour référence la circulaire du 09 Janvier 1997 relative aux déchets amiante-ciment pour tous les matériaux amiantés.

De plus, quel que soit le conditionnement choisi, il devra faire figurer l'étiquetage « amiante » imposé par le décret N°88-466 du 28 Avril 1988, modifié, relatif aux produits contenant de l'amiante.

Chaque colis constitué sera référencé de manière indélébile et unique de la manière suivante :

Nom de l'entreprise date fermeture N° du colis type de colis (GRV, rack, palette)

Un registre de suivi des colis sera tenu par l'entrepreneur.

o Gros éléments ou éléments entiers

Les gros éléments issus des travaux de dépose des plaques de toiture pourront être conditionnés en palette filmée. L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que l'acheminement au sol des déchets devra s'effectuer par grutage depuis l'extérieur.

Une aire de stockage provisoire balisée et signalée sera aménagée dans l'enceinte du chantier, en dehors de la zone inondable

Le transport devra s'effectuer de façon à limiter les envols de poussières. A cet effet, le chargement devra être bâché.

Un bordereau de suivi identique à celui des déchets amiante ciment, conforme à l'annexe IV de la circulaire du 09 Janvier 1997 devra être fourni, faisant clairement apparaître la référence du colis.

o En vrac

Les éléments en vrac issus du ramassage au sol, autres que les poussières, seront conditionnés séparément en grand récipient pour vrac (GRV) transparent.

Le transport devra s'effectuer de façon à limiter les envols de poussières. A cet effet, le chargement devra être bâché.

Un bordereau de suivi identique à celui des déchets d'amiante-ciment conforme à l'annexe IV de la circulaire du 9 Janvier 1997 devra être fourni, faisant clairement apparaître la référence du colis.

L'élimination de ces déchets s'effectuera dans un centre de stockage de Classe 2 autorisé et aménagé pour recevoir ce type de déchets.

o Déchets issus du nettoyage (débris et poussières) et déchets de matériels d'équipement

Les petits débris et les déchets de matériels et d'équipement seront conditionnés comme les déchets issus des travaux relatifs aux flocages et calorifugeages dans le bâtiment (circulaire N°96-60 du 19/07/96). Ils seront ainsi placés dans une double enveloppe étanche qui sera elle-même placée dans un grand récipient pour vrac (GRV).

Avant la mise en place de la double enveloppe, la première enveloppe sera douchée en transitant par le sas de zone de travail.

Les big-bags contenant les déchets seront étiquetés avec le logo réglementaire « amiante » et seront acheminés, par le transporteur agréé, en tant que DIS (Déchets Industriels Spéciaux) vers le centre d'enfouissement technique de classe 1 le plus proche, ou vers la filière de revalorisation la plus proche (INERTAM, ...)

Les bordereaux de suivi des DIS correspondant devront être fournis par l'entrepreneur et devront faire apparaître la référence de chaque colis.

2.5.9 Stockage sur site de déchets inertes

Une partie des matériaux inertes issus des démolitions de bâtiments sera conservée sur site pour la réalisation des rénovations des bâtiments.

Ces matériaux seront triés de façon à éliminer les matériaux non inertes (armatures du béton, bois...) et seront stockés sur site hors des zones inondables.

L'entrepreneur veillera à ce que la zone de stockage soit balisée et prendra toutes dispositions pour lutter contre les pollutions dues aux engins de transport.

2.5.10 TRI DES DECHETS ISSUS DE LA DEMOLITION

Les déchets sont classés en trois grandes catégories :

- Déchets Dangereux (D)
- Déchets Ménagers et Assimilés (DMA).
- Déchets Inertes (I)

Les déchets seront séparés selon les catégories suivantes :

- déchets inertes
- déchets industriels banals autres que les emballages
- déchets d'emballages
- déchets dangereux.

L'entrepreneur veillera à ce que l'évacuation des bennes soit faite régulièrement de façon à éviter tout stockage sur site.

Les déchets dangereux de type hydrocarbures, huiles... devront être stockés dans des bennes closes.

Les déchets d'emballages devront être valorisés.

3. MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

3.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser et repérés sur le plan des travaux préparatoires et le carnet de détails sont les suivants :

- Dépose et évacuation de contentions diverses le long de l'avenue Notre Dame
- Dépose et évacuation de petits éléments divers (fondations, dalles, plaques d'enrobé, signalétiques dégradées, petits mobiliers, barrières bois et chaines..)
- Démolitions et évacuation d'édicules bâties
- Evacuation de déchets divers (bidons, reste de poteau béton, ferrailles,...)
- Sciage propre de l'enrobé
- Décroulage de surfaces en enrobé et évacuation.

3.2 PROTECTION

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux ouvrages contigus conservés et aux arbres et végétaux.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

L'AMO se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de démolition sont laissés au choix de l'entrepreneur, qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à démolir, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Les prix des déposes et démolitions comprendront implicitement tous échafaudages et autres agrès nécessaires, ainsi que l'utilisation de tout matériels, tels que marteaux piqueurs, scies à disques, etc.

Ces installations pourront notamment selon les conditions du chantier, être les suivantes :

- garde-corps et garde-gravois ;
- platelages de protection ;
- écrans ou autres dispositifs anti-poussière ;
- bâches de protection contre la pluie ;

Tous les frais de l'entrepreneur consécutifs aux prescriptions du présent article font implicitement partie du prix du marché.

Echafaudages

L'entrepreneur devra mettre en œuvre tous échafaudages de tous types, nécessaires à l'exécution des travaux.

Une clôture provisoire de chantier au droit des différents accès au site devra être installée pour interdire le chantier au public. Elle devra être maintenue en état tout au long des travaux et enlevée à la fin.

3.3 ETAIEMENTS - ETRESILLONNEMENTS - ETC.

L'entrepreneur aura à prévoir et à mettre en œuvre tous les étaiments, étrésillonnements, etc. et éventuellement des butonnages nécessaires à la réalisation des travaux.

Il incombera à l'entrepreneur sous sa responsabilité pleine et entière de déterminer le principe ainsi que la nature, les dimensions et les emplacements des dispositifs à mettre en œuvre pour obtenir des résultats garantis.

Ces dispositifs seront constitués par éléments en bois ou en métal, de sections suffisantes pour prendre en compte les surcharges et contraintes rencontrées.

Avant mise en place, l'entrepreneur devra s'assurer que les sols d'appui des dispositifs d'étaiments sont aptes à supporter les surcharges apportées.

Dans le cas contraire, il aura à prendre toutes dispositions quelles qu'elles soient pour remédier à cet état de chose.

Pour tous ces étaiments, l'entrepreneur aura à sa charge :

- l'amenée, le montage (ou descente) et la mise en place ;
- la location pendant la durée nécessaire ;
- la dépose, la descente (ou montage) et le repliement ainsi que la fourniture de tous accessoires nécessaires tels que boulons, tiges filetées, étriers, cordages, câbles, etc.

Tous les frais des étaiments, étrésillonnements et autres font implicitement partie du prix.

3.4 SORTIE ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX DE DEMOLITION ET GRAVOIS

Tous les travaux prévus au descriptif ci-après comprennent le ramassage, la descente ou montée et la sortie hors de la construction, de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier, comprenant : chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

3.5 DEPOSE ET EVACUATION DE CONTENTIONS ET PETITS ELEMENTS DIVERS

Dépose et évacuation de petits éléments divers : contentions le long de l'avenue Notre Dame, fondations, dalles, plaques d'enrobé, signalétiques dégradées, petits mobiliers, barrières bois et chaines, bidons, reste de poteau béton, ferrailles.... Cf. carnet de détails.

Tri et évacuation en déchetterie selon réglementations en vigueur.

3.6 DEMOLITIONS ET NETTOYAGE SENTIER BAS ET ANCIENNE CARRIERE

Les repérages de terrain ont révélé la présence de multiples déchets métalliques à évacuer et des constructions à l'état de ruine à démolir sur les parcelles cadastrales CT n° 10 et 11 (propriétés communales) et CT n° 7 et 8.

Les travaux consisteront en la destruction mécanique des éléments bâtis et l'évacuation des déchets selon les modalités suivantes :

- L'accès à la zone de travaux se fera depuis l'esplanade de Port-Miou. En raison de la difficulté d'accéder à ce site escarpé, l'acheminement des engins de travaux ainsi que l'évacuation des déchets et des résidus de démolition se fera par grutage ou hélitreuillage ;
- Démontage à la pelle mécanique des toitures (après dépose préalable des matériaux contenant de l'amiante), charpentes, murs de briques et parpaings extérieurs et intérieurs des bâtiments, en veillant à faire tomber les débris uniquement dans l'enceinte du périmètre bâti ; démolition et excavations des fondations
- Remblaiement des trous des fondations avec les matériaux inertes concassés issus des démolitions
- Décroulage des sols bétonnés à la pelle mécanique pour ne laisser en place que le sol naturel d'origine, puis crochetage des sols de l'emprise sur 10 cm d'épaisseur pour permettre la revégétalisation naturelle des sols par régénération de la végétation limitrophe ;

- Emprise de la zone de travaux limitée au strict emplacement des constructions +/- 3 m de chaque côté, afin de limiter l'impact sur les habitats ou espèces naturels ;
- Nettoyage des abords et du site de tous les débris et détritiques pour ne laisser en place que le sol naturel ;
- Pendant la durée des travaux, stockage des matériaux exclusivement dans l'enceinte artificialisée du périmètre bâti ;
- En fin de travaux, évacuation de tous les matériaux en déchetterie agréée.

Les travaux comprennent aussi l'évacuation d'éléments maçonnés de tailles ordinaires qui seraient éventuellement découverts lors des travaux d'excavations.

Les travaux de dépose et de démolitions sont repérés sur un plan spécifique associé à un reportage photographique dans le carnet de détails.

Hélicoptage :

Colisage

Les colis devront être faits dans les règles de l'art, en big bag neuf ou conditionnements solides, sans risque de rupture lors des rotations. Si un colis venait à se rompre, le nettoyage du site pollué, le remplacement du colis et son acheminement sur site, sont à la charge de l'entreprise.

Prix

Le prix s'entend pour un hélicoptère de charges utiles < 1 tonne.

Nettoyage et repli

L'entreprise a à sa charge le nettoyage de fin de chantier, le repli de son matériel, et de ses déchets, lors de la dernière mise sur site de l'hélicoptère.

3.7 SCIAGE ET DECROUTAGE D'ENROBE

Les travaux concernent :

- Le sciage propre de l'enrobé le long de l'avenue Notre Dame avant mise en place des pierriers (350 ml)
- La rectification de la voie, de l'avenue Notre Dame à l'entrée du stationnement presqu'île : sciage sur 30 ml et decroutage de l'enrobé de la zone concernée (40 m²)
- Le sciage (28 ml) et decroutage d'une surlargeur de l'avenue des Calanques, à l'entrée du sentier (25 m²).

L'ensemble des déchets issus des démolitions devront être évacués en décharge.

3.8 DESAMIANTAGE DES BATIMENTS

Identification de toutes les pièces en matériaux d'amiante.

Dépose préalable aux démolitions des couvertures et autres déchets stockés au sol en amiante ciment, isolations de tuyauteries.

Tri et évacuation selon réglementations en vigueur.

Lu et approuvé, le
L'entreprise :